

GAZ

Voilà pourquoi le Galsi a de l'avenir

Le projet du gazoduc devant relier l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne dit Galsi, mis en veilleuse à cause de l'affaire Sonatrach-Saipem, n'a pas été abandonné. Et il ne tardera pas à être relancé. Projections...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - En visite le week-end dernier à Bir Rebaâ dans la wilaya de Ouargla, l'administrateur délégué du géant énergétique italien ENI, Claudio Descalzi, où il a eu à présider une réunion du conseil d'administration de la compagnie, délocalisé pour la première fois de son histoire, n'a pas écarté la possibilité de relancer le projet du gazoduc devant relier l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne (Galsi).

Il a même laissé entendre que ce projet, mis en veilleuse à cause de l'affaire Sonatrach-Saipem – la

partie réalisée sur le sol algérien, de Hassi R'Mel jusqu'à El Kala au bord de la Méditerranée a donné lieu à une entreprise de corruption (affaire de Sonatrach I) –, sera relancé, expliquant que «cela est dans l'ordre naturel des choses».

«Le gaz émet moins de CO2 que les autres énergies fossiles et il a encore de l'avenir dans la transition vers les énergies propres. Il peut nous aider à réaliser les objectifs de la COP21.

Or, l'Europe a le souci de diversifier les sources d'approvisionnement de son marché et l'Algérie

dispose d'un grand potentiel en matière de gaz qui est d'une importance capitale pour nous», a-t-il indiqué. Et d'ajouter : «Le gaz devrait continuer à occuper une place de choix dans le mix énergétique mondial pendant très longtemps La demande mondiale en matière de gaz est sans cesse grandissante, notamment en Afrique qui compte 15% de la population mondiale et n'utilise que 4% de l'énergie produite. Il faudra combler ce gap».

Dans ce contexte, il convient de souligner qu'une partie du Galsi est réalisée sur le sol algérien sur plus de 700 km, soit la moitié du gazoduc qui est d'une longueur de 1 500 km. Il convient aussi de rappeler que Sonatrach

devait pomper plus de gaz en direction de l'Italie à travers ce gazoduc dont la capacité de transport est de 8 milliards de mètres cubes par an.

A terme, la compagnie nationale qui n'utilise pas encore ses pleines capacités de transport laquelle dispose de 22 systèmes de transport totalisant 20 000 km de canalisations et des capacités de stockage de l'ordre de 4 millions de tonnes, devrait augmenter sa production pour pouvoir satisfaire la demande grandissante et solliciter de nouvelles capacités de transport.

Enfin, il est à noter qu'en 2016, Sonatrach a augmenté sa production de gaz de 24% comparative-ment à 2015, portant ainsi ses

exportations en la matière à 54,5 milliards de mètres cubes. C'est une performance due, entre autres, à la remise en marche du 3^e train du complexe gazier de Tiguentourine qui fonctionne aujourd'hui à pleine capacité.

«A fin février 2017, la production de gaz naturel a atteint 22,4 milliards de mètres cubes, soit un taux de réalisation de 103% par rapport à l'objectif, en augmentation de 6% par rapport aux réalisations à fin février 2016», précise-t-on à Sonatrach.

Aussi, les soutirages de gaz naturel enregistrés en ce début de l'année 2017 ont été supérieurs aux prévisions (+6%), notamment ceux des gazoducs à l'export.

L. H.

PRATIQUES AYANT ÉMAILLÉ LA COLLECTE DES SIGNATURES DE PARRAINAGE DES CANDIDATURES

«Suffisantes pour disqualifier le scrutin du 4 mai», selon les boycottteurs

Les boycottteurs des élections législatives du 4 mai prochain se disent confortés dans leur position par toutes les irrégularités et les dépassements qui ont émaillé l'opération de collecte des signatures pour la validation des listes de candidatures.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public, hier, le président de Jil Jadid et nombre de personnalités nationales ayant claqué la porte de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) pour signifier leur désaccord avec leurs désormais ex-pairs de cette instance qui ont opté pour la participation aux prochaines élections législatives, ont tenu à mettre en relief ce qu'ils qualifient de «pratiques contraires aux principes de l'éthique citoyenne et des règles du jeu démocratique qui ont marqué la constitution des listes pour les prochaines législatives», suffisantes, à leurs yeux, pour ajouter de «l'eau à leur moulin» et ainsi «disqualifier cette mascarade».

«Alors qu'ils espéraient de nouvelles figures, de nouvelles mœurs politiques, de nouvelles règles de jeu et de nouvelles ambitions pour le pays, à travers des institutions démocratiques issues de la volonté populaire, les citoyens se retrouvent encore une fois otages des pratiques mafieuses, des marchandages et des arrangements souterrains», estiment-ils. Ceci non sans dénoncer «le silence de la justice devant ces multiples atteintes à la loi, à la morale et aux principes les plus élémentaires de la politique» qui, selon eux, «atteste de sa complicité, de son implication et de sa soumission aux ordres et aux intérêts mafieux». Les boycottteurs du prochain scrutin législatif relèvent également «l'incapacité de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections à mettre un terme à toutes ces dérives et à imposer une discipline stricte à la mesure de son appellation et apporte une preuve supplémentaire de l'absence d'une quelconque volonté d'aller vers des arbitrages électoraux dignes et démocratiques». Et de voir en ce scénario une sorte de «pacte de complicité scellé entre l'administration, la justice, la Haute Instance des élections et les partis participationnistes», qui, considèrent-ils, «ne peut en aucun cas se substituer à la légitimité populaire».

Pour Soufiane Djilali, Mohamed Arezki Ferrad, Salah Dabouz, Mohand Gasmi, Salim Salhi, Ali Benouari, Messaoud Adhimi, Karim Tabbou, Farid Mokhtari, Amar Khababa et Saâd Bouakba, cette élection sera inscrite dans les pages les plus sombres de notre histoire comme une insulte et une atteinte à l'honneur national, en dépit des «tentatives désespérées du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, des partis politiques participationnistes et des propagandistes lèche-bottes de mobiliser les Algériens».

M. K.

L'INTERNALISATION DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

Une «nécessité absolue», selon Ali Bey Nasri

Pour le président de l'Association des exportateurs algériens, l'internalisation des entreprises algériennes est aujourd'hui une «nécessité absolue». Une nécessité qui, précise-t-il, impose l'aval de la Banque d'Algérie.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Les entreprises algériennes ayant des possibilités pour l'exportation ne doivent pas rester statiques. Seulement, la Banque d'Algérie doit les autoriser à s'installer à l'étranger. C'est impératif», affirme Ali Bey Nasri. Intervenant hier sur les ondes de la radio Chaîne 3, il estime que l'internalisation de l'entreprise algérienne est désormais, une «nécessité absolue». «Nous ne pourrions pas développer les exportations si nous restons chez nous», dit-il. Et de poursuivre : «Peut-être que la décision ne revient pas à la Banque d'Algérie. Nous demandons alors à ceux qui ont le pouvoir de décider dans ce sens, de nous libérer et de nous donner les outils nécessaires.»

Le président de l'Association des exportateurs algériens assure qu'actuellement, il y a un engouement vers l'exportation notamment chez les jeunes investisseurs. «C'est positif», dit-il encore. Pour la mise en place d'une visibilité à l'international, il suggère la mise en

place d'un outil de pilotage pour le commerce extérieur. «Il est impératif de se doter d'un comité, d'un secrétariat d'Etat ou d'un ministère délégué qui sera dédié au commerce extérieur. Aujourd'hui, nous avons besoin d'avoir une idée précise du commerce extérieur», détaille-t-il.

Réduction des importations, un défi pour le gouvernement

Réduire les importations à 35 milliards de dollars est pour l'invité de l'émission, un défi pour le gouvernement notamment, pour le ministère du Commerce. «Descendre à 35 milliards de dollars, c'est peut-être possible mais en tout état de cause, c'est un défi que le gouvernement doit relever», dit-il. Mais pourquoi justement s'agit-il d'un défi ? «Il y a des incontournables tels que les équipements et les intrants pour la production nationale», explique Ali Bey Nasri. Selon lui, une somme de 30 milliards de dollars est versée sur l'outil de production, sans pour autant oublier le post-alimentaire qui est de l'ordre de 5 milliards de dollars ainsi que la matière première notamment les intrants. «Il y a un incompressible de l'ordre de 38 milliards de dollars», précise-t-il encore.

S'agissant de la régulation du déficit de la balance commerciale, le président de l'Association des exportateurs algériens assure que la mise en place des

licences d'importation et la réduction des importations constituent une décision «rapide» et «facile». «Trouver le moyen d'aller vers l'augmentation des exportations, comment produire davantage en Algérie et comment augmenter la productivité, sont plutôt la voie à emprunter». Selon lui aujourd'hui, seul le levier de réduire les importations a été actionné. Il estime qu'il est temps pour actionner l'autre levier, celui d'augmenter les recettes et de réduire les «vulnérabilités» internes et externe de l'Algérie. «Il faut aller vers l'augmentation de la production nationale et surtout vers l'augmentation de l'intégration en Algérie», insiste-t-il. Pour ce faire, l'intervenant plaide pour un dialogue avec les acteurs économiques. «Jusqu'à quand l'Etat va jouer le rôle d'acteur économique ?», s'interroge-t-il.

Pour lui, réguler le marché par des décisions administratives n'est plus suffisant. Il appelle ainsi à consulter les gens qui sont sur le terrain, les acteurs économiques et les entrepreneurs et de «laisser le marché décider de lui-même de ce qu'il faut importer ou pas et encourager l'investissement». L'Algérie, poursuit-il, «a les capacités pour augmenter la production nationale mais c'est une question de vision et de stratégie et surtout de rapprochement et de concertation avec les entreprises concernées».

Ry. N.

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS D'ALGER

La liste Sellini haut la main

La liste conduite par le président sortant du barreau d'Alger, M^e Abdelmadjid Sellini, a remporté la majorité des sièges que compte le conseil de l'Ordre des avocats d'Alger. Toutefois, une surprise a caractérisé ce scrutin : la non-reconduction au sein du conseil de certains avocats «célèbres» et «connus sur la place d'Alger».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les résultats portant renouvellement du conseil de l'Ordre des avocats d'Alger ont été annoncés avant-hier tard dans la soirée. La liste conduite par le président sortant du barreau d'Alger, en l'occurrence M^e Sellini Abdelmadjid, a rafilé la majorité des sièges à pourvoir. Autrement dit, la liste du bâtonnier sortant a décroché près d'une vingtaine de places sur les 31 sièges que compte le conseil de l'Ordre du barreau de la capi-

tale. A ce titre, on peut citer particulièrement les noms des avocats à l'instar de Nouredine Benisaad, Ramdani Mohand-Arezki, ou encore Nora Ould Hocine, Chérif Lekhlif, Sadek Chaïb.

Toutefois, la nouveauté de ce scrutin réside, à la fois, dans l'élection pour la première fois de jeunes avocats à l'instar d'Amine Sidhoum, Aissaoui Mehdi et Mohamed Dehim, ou encore la non-reconduction des avocats très «connus» et ayant marqué de leurs «empreintes l'exercice du métier d'avocat tant au niveau national qu'au niveau du Grand-Alger». Ainsi, on peut citer notamment les avocats, Chérif Chorfi, Khaled Bourayou, ou encore Bentoumi, Fadhel, Chaoui et Belkholder.

La non-élection de ces avocats au sein du conseil de l'Ordre des avocats d'Alger est la conséquence, dit-on «des jeux d'alliances» et autre «vote par procuration qui a dominé ce scrutin». Il n'en demeure pas moins que l'arrivée de nouvelles têtes au sein du conseil du barreau d'Alger va certainement créer une «ambiance particulière», notam-

ment lors des débats qui engagent l'avenir de la corporation des avocats ou de la relation entre les robes noires et la chancellerie.

Il est à noter que nombreux étaient les avocats qui se sont organisés pour jouer «les contrôleurs» et défendre les voix de leurs préférés. L'opération de dépouillement, qui a commencé au début de la soirée de samedi dernier, s'est déroulée dans une ambiance quelque peu électrique.

Il faut signaler, à ce propos, que les nouveaux 31 membres du conseil de l'Ordre d'Alger se réuniront dans les prochains jours pour élire leur bâtonnier. Logiquement, le poste reviendrait d'office au candidat qui a remporté la majorité des voix.

Cela dit, il est à noter que contrairement aux précédents scrutins où l'élection se fait en deux tours, pour cette fois-ci, il a été décidé que le vote aura lieu en un seul tour, soit les 31 premiers élus feront partie de la nouvelle composante du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger.

A. B.